

Newsletter, 14-17 janvier 2019 Session plénière Strasbourg

Avenir de l'Europe: débat avec le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, débatera de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés et le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans, mercredi à 10 heures.

5

Brexit: débat au lendemain du vote à la Chambre des communes britannique

Mercredi à 8h30, le Parlement débatera de la situation relative au retrait du Royaume-Uni de l'UE, au lendemain du vote du 15 janvier à la Chambre des communes britannique.

6

Mardi: bilan de la présidence autrichienne et débat sur les priorités roumaines

Les députés débattront des priorités de la présidence roumaine entrante avec la Première ministre Viorica Dăncilă à 15h, après un débat le matin avec le Chancelier autrichien Sebastian Kurz.

7

Débat sur le sommet européen et la réforme de la politique de l'UE en matière d'asile et de migration

Les députés feront le point mardi matin sur les résultats du sommet européen de décembre, avant de débattre de la réforme de la politique de l'UE en matière d'asile et de migration.

8

Pesticides: un plan pour améliorer la procédure d'autorisation de l'UE

Un projet visant à renforcer la confiance en la procédure européenne d'autorisation des pesticides, en la rendant plus transparente et responsable, sera mis aux voix mercredi.

9

Les États membres menaçant l'État de droit risquent de perdre l'argent de l'UE

Les députés débattront et se prononceront sur des règles visant à geler les paiements de l'UE aux États membres qui entravent la justice ou ne luttent pas contre la fraude et la corruption. 10

Programme InvestEU: soutien à l'emploi, à la croissance et à l'investissement

Les députés devraient adopter un nouveau programme de l'UE visant à soutenir l'investissement et l'accès aux financements pour la période 2021-2027. 12

Commémoration des 20 ans de l'euro en plénière

Le 1er janvier 1999, l'euro était officiellement lancé. Afin de commémorer les 20 ans de son existence, une cérémonie sera organisée en plénière mardi à 11h30. 13

Les députés débattront des activités de la BCE avec le Président Mario Draghi

Les députés évoqueront les priorités qu'ils souhaitent voir traitées par la Banque centrale européenne lors d'un débat en plénière avec le Président Mario Draghi mardi après-midi. 14

Des préférences tarifaires pour aider au développement du Sahara Occidental

Une proposition visant à abaisser les droits de douane sur le territoire du Sahara occidental au même niveau que ceux du Maroc sera mise aux voix mercredi. 15

Droits fondamentaux: droits des femmes, État de droit et discours de haine

Les députés évalueront la situation en matière de droits fondamentaux dans l'UE en 2017, notamment les violations du droit des femmes, de l'État de droit et la montée des discours de haine. 16

Les députés souhaitent promouvoir la mobilité sans conducteur dans l'UE

Pour stimuler l'innovation et l'utilisation des moyens de transport autonomes, l'UE devrait faire des progrès sur l'harmonisation technique et les règles de sécurité et de responsabilité. 17

Les députés souhaitent investir davantage pour les générations futures

Les députés voteront mercredi sur l'augmentation de l'investissement dans le cadre du Fonds social européen plus (FSE+) et devraient faire des jeunes les principaux bénéficiaires. 18

Un Fonds européen pour la transition afin de soutenir les travailleurs licenciés

Les députés se prononceront mercredi sur une révision du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui vient en aide aux travailleurs licenciés à cause de la mondialisation.

UE: les défis de l'intégration à plusieurs vitesses

Le Parlement devrait s'opposer à "l'Europe à la carte" et à "l'adhésion de seconde classe" dans une résolution mise aux voix jeudi.

20

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 17 janvier vers 9h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

21

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

22

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-01-14>

Newsletter, 14-17 janvier 2019

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live: suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [Podcasts thématiques de l'EPRS](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 228 40992 (BXL)

☎ (+33) 3881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

☎ (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Avenir de l'Europe: débat avec le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, débatera de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés et le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans, mercredi à 10 heures.

Il s'agira du quinzième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement et les eurodéputés. Vous pouvez retrouver plus d'informations sur les débats précédents [en cliquant ici](#).

Né en 1972, Pedro Sánchez est devenu Premier ministre en juin 2018 suite à un vote de défiance ayant fait chuté le gouvernement de Mariano Rajoy.

Une conférence de presse réunissant le Président Tajani et le Premier ministre Sánchez est prévue à 12h30.

Le Premier ministre finlandais, Juha Sipilä, s'adressera aux députés lors de la session de fin janvier à Bruxelles et le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, lors de la session plénière de février à Strasbourg.

Débat: mercredi 16 janvier à 10 heures

Procédure: débat sans résolution

Conférence de presse: mercredi 16 janvier à 12h30

En savoir plus

- [Biographie du Premier ministre Pedro Sánchez](#)
- [Produits multimédias - Avenir de l'Europe: débat avec le Premier ministre espagnol](#)

Brexit: débat au lendemain du vote à la Chambre des communes britannique

Mercredi à 8h30, le Parlement débattera de la situation relative au retrait du Royaume-Uni de l'UE, au lendemain du vote du 15 janvier à la Chambre des communes britannique.

Le débat devrait durer une heure et demie. Interviendront un député pour chacun des groupes politiques et les membres du [groupe de pilotage du Parlement sur le Brexit](#).

Débat: mercredi 16 janvier

En savoir plus

[- Produits multimédias - Brexit](#)

Mardi: bilan de la présidence autrichienne et débat sur les priorités roumaines

Les députés débattront des priorités de la présidence roumaine entrante avec la Première ministre Viorica Dăncilă à 15h, après un débat le matin avec le Chancelier autrichien Sebastian Kurz.

Lors d'un débat avec le Chancelier autrichien Sebastian Kurz à 10h30, le Parlement et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, évalueront les avancées réalisées par la présidence du Conseil ces six derniers mois et débattront des progrès dans les négociations sur le budget à long terme.

La Première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, présentera les priorités de la présidence roumaine entrante à 15 heures, notamment la cohésion et les valeurs communes, la sécurité et le renforcement du rôle de l'Europe en tant qu'acteur mondial.

Une conférence de presse réunissant le Président du PE, Antonio Tajani, et la Première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, est prévue à 17 heures.

Les élections européennes se tiendront du 23 au 26 mai 2019, un mois avant que la Roumanie ne cède la présidence tournante du Conseil à la Finlande.

Débat: mardi 15 janvier

Procédure: débats sans résolutions

Conférence de presse: le Président du Parlement, Antonio Tajani, et la Première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, participeront à une conférence de presse mardi 15 janvier à 17 heures

En savoir plus

- [Site internet de la présidence roumaine entrante](#)
- [Site internet de la présidence autrichienne sortante](#)
- [Produits multimédias - Avenir de l'Europe](#)
- [Produits multimédias - Présidence autrichienne](#)
- [Produits multimédias - Présidence roumaine](#)

Débat sur le sommet européen et la réforme de la politique de l'UE en matière d'asile et de migration

Les députés feront le point mardi matin sur les résultats du sommet européen de décembre, avant de débattre de la réforme de la politique de l'UE en matière d'asile et de migration.

Les principaux sujets à l'ordre du jour du sommet des chefs d'État ou de gouvernement qui s'est tenu à Bruxelles les 13 et 14 décembre étaient le budget à long terme de l'UE, les relations extérieures, la migration et le marché unique. Une réunion distincte, organisée le 13 décembre au format UE-27, était consacrée au Brexit.

Réforme de la politique d'asile et de migration de l'UE

L'impasse dans laquelle se trouve la réforme du régime d'asile commun, notamment l'absence de progrès dans la mise à jour du règlement de Dublin (qui détermine le pays responsable du traitement d'une demande d'asile) fera également l'objet d'un débat avec le Conseil et la Commission.

L'amélioration de la gestion des flux migratoires vers l'Europe et la question du partage des responsabilités entre les États membres de l'UE seront également abordées, dans le contexte des récents développements en Méditerranée et de la décision de certains pays de ne pas autoriser le débarquement des migrants et demandeurs d'asile secourus.

Débat: mardi 15 janvier

Procédure: débat sans résolution

En savoir plus

- [Conseil européen des 13-14 décembre: principaux résultats](#)
- [Service de recherche du PE - Conseil européen et sommet de l'euro, 13-14 décembre 2018 \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Pesticides: un plan pour améliorer la procédure d'autorisation de l'UE

Un projet visant à renforcer la confiance en la procédure européenne d'autorisation des pesticides, en la rendant plus transparente et responsable, sera mis aux voix mercredi.

Parmi les propositions avancées, le rapport de la commission spéciale sur les pesticides affirme que les citoyens devraient avoir accès aux études utilisées lors de la procédure d'autorisation d'un pesticide, notamment à toutes les données et informations appuyant les demandes d'autorisation.

Les députés se montrent préoccupés par le droit qu'ont les demandeurs de choisir l'État membre qui préparera le rapport sur l'approbation d'une substance active fourni à l'Autorité européenne de sécurité des aliments, cette pratique manquant de transparence et pouvant entraîner un conflit d'intérêt.

Débat: lundi 14 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mercredi 16 janvier à 14h30

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(06.12.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Norbert Lins \(PPE, DE\)](#)
- [Profil du rapporteur Bart Staes \(Verts/ALE, BE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides \(en anglais\)](#)
- [Lignes directrices pour la soumission et l'évaluation des demandes d'autorisation des substances actives dans les pesticides \(en anglais\)](#)
- [Fiche technique - Les substances chimiques et les pesticides](#)
- [Service de recherche du PE - Autorisation des pesticides dans l'UE: zoom sur le glyphosate](#)
- [Produits multimédias - Pesticides](#)

Les États membres menaçant l'État de droit risquent de perdre l'argent de l'UE

Les députés débattront et se prononceront sur des règles visant à geler les paiements de l'UE aux États membres qui entravent la justice ou ne luttent pas contre la fraude et la corruption.

Si la Commission européenne établissait que des “défaillances généralisées en matière d'État de droit” dans un État membre menaçaient la gestion des fonds de l'UE, elle pourrait proposer des mesures allant de la réduction du préfinancement à la suspension des paiements au titre du budget de l'UE. Le Parlement et les ministres de l'UE devraient approuver toute décision en ce sens.

Bien que soutenant largement la proposition de la Commission, les députés des commissions des budgets et du contrôle budgétaire ont ajouté des garde-fous afin de s'assurer que les gouvernements auront bien à réaliser les versements à destination des bénéficiaires finaux, tels que les chercheurs ou les organisations de la société civile, même en cas de suspension des fonds de l'UE.

Promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits fondamentaux

Les députés débattront et se prononceront également sur l'augmentation des ressources du programme “Droits et valeurs” pour la période 2021-2027 à 1,834 milliard d'euros, près du triple du montant proposé par la Commission européenne (642 millions d'euros) afin de promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux dans l'ensemble de l'UE, notamment via un soutien financier à destination des associations de la société civile qui travaillent sur ces sujets.

Les députés de la commission des libertés civiles ont ajouté des dispositions stipulant que les États membres faisant l'objet d'une procédure relative à l'État de droit pourraient perdre le contrôle des fonds qui leur sont alloués à cette fin. Ils en appellent également à une procédure accélérée pour le décaissement des fonds dans le but de soutenir le dialogue démocratique dans les États membres où les valeurs fondamentales de l'UE sont menacées.

Débat: mercredi 16 janvier

Vote: jeudi 17 janvier

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la protection du budget de l'UE en cas de défaillance généralisée de l'État de droit dans les États membres \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure - Protection du budget de l'UE](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.12.2018\)](#)
- [Profil de la co-rapporteuse Eider Gardiazabal Rubial \(S&D, ES\)](#)
- [Profil du co-rapporteur Petri Sarvamaa \(PPE, FI\)](#)
- [Train législatif - Protection du budget de l'Union \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Protection du budget de l'Union \(en anglais\)](#)
- [Projet de résolution sur le programme "Droits et valeurs" pour la période 2021-2027 \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.12.2018, en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Bodil Valero \(Verts/ALE, SE\)](#)
- [Fiche de procédure - Programme "Droits et valeurs"](#)
- [Produits multimédias](#)

Programme InvestEU: soutien à l'emploi, à la croissance et à l'investissement

Les députés devraient adopter un nouveau programme de l'UE visant à soutenir l'investissement et l'accès aux financements pour la période 2021-2027.

L'initiative InvestEU devrait faire office de tremplin pour les investissements qui auraient difficilement pu voir le jour autrement. Elle prend la suite et remplace l'actuel [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) (EFSI) mis en place après la crise financière.

Les députés souhaitent aller au-delà de la proposition de la Commission, en augmentant la garantie de l'UE de 38 milliards à 40,8 milliards d'euros, afin de mobiliser 698 milliards d'euros d'investissements, en introduisant de nouveaux objectifs tels que l'emploi et la protection climatique, et en renforçant la responsabilité en matière de gestion du programme.

Vous pouvez retrouver davantage d'informations en lisant le [communiqué de presse](#) publié après le vote récent en commissions des budgets et des affaires économiques et monétaires.

Un [site dédié](#) au programme InvestEU présente des exemples de projets soutenus par l'UE.

Débat: mardi 15 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le programme InvestEU \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.12.2018\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Communiqué de presse de la Commission européenne](#)
- [Produits multimédias](#)

Commémoration des 20 ans de l'euro en plénière

Le 1er janvier 1999, l'euro était officiellement lancé. Afin de commémorer les 20 ans de son existence, une cérémonie sera organisée en plénière mardi à 11h30.

Le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, ouvrira la cérémonie et des discours seront prononcés par le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, le Président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, le président de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement, Alberto Gualtieri, et l'ancien Président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet.

L'enceinte du Parlement à Strasbourg accueillera également une exposition sur l'euro.

Procédure: cérémonie solennelle, mardi 15 janvier à 11h30.

En savoir plus

- [Déclarations des Présidents Tajani, Juncker, Draghi et Centeno à l'occasion du 20e anniversaire de l'euro \(en anglais\)](#)
- [Page d'accueil du site "L'euro a 20 ans"](#)
- [Produits multimédias - Anniversaire de l'euro](#)

Les députés débattront des activités de la BCE avec le Président Mario Draghi

Les députés évoqueront les priorités qu'ils souhaitent voir traitées par la Banque centrale européenne lors d'un débat en plénière avec le Président Mario Draghi mardi après-midi.

Suite au débat, les députés voteront mercredi une résolution analysant les activités de la BCE en 2017 et ses perspectives pour 2019.

Débat: mardi 15 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: procédure d'initiative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les activités de la BCE en 2017](#)
- [Profil du rapporteur Gabriel Mato \(PPE, ES\)](#)
- [Produits multimédias - Rapport annuel de la BCE](#)

Des préférences tarifaires pour aider au développement du Sahara Occidental

Une proposition visant à abaisser les droits de douane sur le territoire du Sahara occidental au même niveau que ceux du Maroc sera mise aux voix mercredi.

La commission du commerce international a donné son feu vert à l'extension des préférences tarifaires au territoire du Sahara occidental après que la Commission européenne et le Maroc ont trouvé un accord sur un mécanisme de traçabilité aidant à définir l'origine des produits exportés depuis le territoire.

Les députés ont soutenu l'extension des préférences tarifaires afin de permettre le développement de la région avant même qu'une solution politique ne soit trouvée sur le statut du Sahara occidental.

La plénière votera d'abord pour demander ou non l'avis de la Cour européenne de justice sur la compatibilité de l'accord avec les traités de l'UE. Si la réponse est positive, les votes sur l'approbation du Parlement et sur la résolution seront reportés à une session plénière ultérieure. Si la réponse est négative, les votes se dérouleront comme prévu mercredi.

Contexte

La Commission européenne a libéralisé les échanges avec le Maroc en 2013, mais la décision a été portée en justice car elle concernait également le territoire disputé du Sahara occidental. La Cour de justice de l'UE a [décidé en décembre 2016](#) qu'aucun accord de libre-échange ne pouvait couvrir le Sahara occidental à moins que la population du territoire n'y consente et que le territoire soit explicitement mentionné dans le texte de l'accord.

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: approbation

En savoir plus

- [Projet de recommandation \(en anglais\)](#)
- [Projet de rapport \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.12.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Marietje Schaake \(ADLE, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Commission européenne - Éléments de contexte \(11.06.2018, en anglais\)](#)

Droits fondamentaux: droits des femmes, État de droit et discours de haine

Les députés évalueront la situation en matière de droits fondamentaux dans l'UE en 2017, notamment les violations du droit des femmes, de l'État de droit et la montée des discours de haine.

Le projet de texte, qui fera l'objet d'un débat mercredi après-midi et d'un vote dans la foulée, condamne la violence à caractère sexiste et souligne la discrimination toujours en cours à l'égard des femmes en Europe. Il regrette que les institutions de l'UE ne soient pas efficaces en matière de protection de l'État de droit et des valeurs européennes.

Les députés expriment également leur préoccupation relative aux restrictions croissantes en matière de liberté d'expression et de réunion. Ils soulignent la nécessité de lutter contre les discours de haine, la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie, ainsi que la stigmatisation persistante à l'égard des personnes LGBTI dans l'UE.

Débat: mercredi 16 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: procédure non législative

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la situation des droits fondamentaux dans l'UE en 2017](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(03.12.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Josep-Maria Terricabras \(Verts/ALE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Charte des droits fondamentaux de l'UE](#)

Les députés souhaitent promouvoir la mobilité sans conducteur dans l'UE

Pour stimuler l'innovation et l'utilisation des moyens de transport autonomes, l'UE devrait faire des progrès sur l'harmonisation technique et les règles de sécurité et de responsabilité.

Le projet de résolution qui sera mis aux voix mardi exhorte également la Commission européenne à fournir un soutien suffisant à l'industrie européenne afin qu'elle développe et investisse dans des systèmes de mobilité connectés et autonomes, que ce soit sur terre, sur mer ou dans les airs.

Débat: lundi 14 janvier

Vote: mardi 15 janvier

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la conduite autonome dans le transport européen](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(22.11.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Wim van de Camp \(PPE, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits multimédias](#)

Les députés souhaitent investir davantage pour les générations futures

Les députés voteront mercredi sur l'augmentation de l'investissement dans le cadre du Fonds social européen plus (FSE+) et devraient faire des jeunes les principaux bénéficiaires.

La commission de l'emploi propose d'augmenter le [financement du FSE+ au sein du budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027](#) d'environ 19% par rapport à la proposition de la Commission européenne (soit environ 106,8 milliards d'euros contre 89,6 milliards d'euros en prix 2018, dont 105,7 milliards seraient gérés conjointement par l'UE et les États membres).

Les députés souhaitent voir davantage de ressources allouées à l'employabilité des jeunes et à l'égalité des chances pour les enfants exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Contexte

Le Fonds social européen a investi au service des citoyens depuis plus de 60 ans. Il contribue à l'inclusion sociale, à l'accès à l'emploi, à la lutte contre la pauvreté, à l'éducation, aux compétences et à l'employabilité des jeunes, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie, à la santé et à la promotion de sociétés plus équitables. Les projets et les programmes individuels doivent contribuer à l'amélioration de la cohésion économique, sociale et territoriale.

Débat: mardi 15 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: procédure législative ordinaire, vote sur un mandat

En savoir plus

- [Projet de résolution sur le Fonds social européen plus \(FSE+\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil de la rapporteure Verónica Lope Fontagné \(PPE, ES\)](#)

Un Fonds européen pour la transition afin de soutenir les travailleurs licenciés

Les députés se prononceront mercredi sur une révision du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui vient en aide aux travailleurs licenciés à cause de la mondialisation.

La commission de l'emploi souhaite que le fonds traite également des effets négatifs de la mondialisation et des transitions technologiques telles que la numérisation, l'automatisation et la transition vers une économie utilisant les ressources de façon rationnelle.

En outre, les députés devraient abaisser le seuil de licenciements au-dessus duquel une demande est recevable à 200. Ils souhaitent également changer le nom du fonds qui deviendrait le Fonds européen pour la transition.

Débat: mardi 15 janvier

Vote: mercredi 16 janvier

Procédure: procédure législative ordinaire, vote sur un mandat

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la proposition de règlement relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil de la rapporteure Maria Arena \(S&D, BE\)](#)

UE: les défis de l'intégration à plusieurs vitesses

Le Parlement devrait s'opposer à "l'Europe à la carte" et à "l'adhésion de seconde classe" dans une résolution mise aux voix jeudi.

Les eurodéputés feront le point sur les différences de niveaux d'intégration européenne parmi les États membres, appelées communément "Europe à la carte", "à géométrie variable", "à plusieurs vitesses" ou "adhésion de première et de seconde classe". Ils souhaitent fixer des prérequis pour que toute différenciation serve le projet européen plutôt qu'elle ne le mette en danger.

Ils devraient adopter des recommandations relatives à toute future modification du traité visant à "mettre de l'ordre" à la procédure actuelle de différenciation, et appeler à mettre un terme à la pratique des clauses de non-participation permanente à la législation de l'UE.

Les députés ont soulevé la question des défis liés à l'intégration différenciée dans le cadre d'un débat plus large sur [l'avenir de l'Europe](#).

Contexte

L'intégration à l'UE peut différer en termes de vitesse, de champ d'application territorial et de degré, et elle peut prendre différentes formes juridiques:

- la coopération renforcée entre un groupe de pays (par exemple en matière de législation liée au divorce);
- la coopération structurée permanente (en matière de sécurité et de défense);
- quelques pays ont négocié une non-participation permanente à la législation de l'UE (par exemple le Danemark concernant l'euro); et
- des mesures transitoires appliquées aux nouveaux États membres (mécanisme de coopération et de vérification ou dérogations temporaires).

Débat: jeudi 17 janvier

Vote: jeudi 17 janvier

Procédure: procédure d'initiative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur l'intégration différenciée \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Pascal Durand \(Verts/ALE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Communiqué de presse - Le Parlement définit sa vision de l'avenir de l'Europe \(16.02.2017\)](#)
- [Résolution du PE sur les problèmes constitutionnels d'une gouvernance à plusieurs niveaux dans l'UE \(12.12.2013\)](#)
- [Produits multimédias](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 17 janvier vers 9h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Situation au Congo;
- Azerbaïdjan, notamment la situation de Mehman Huseynov; et
- Soudan.

Débats et votes: jeudi 17 janvier

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

- [Produits multimédias](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Envoyé spécial de l'UE pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction à l'extérieur de l'UE, Grzyb, débat lundi, vote mardi;
- Utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route, Monteiro de Aguiar (COD), débat lundi, vote mardi;
- Mise en œuvre des accords commerciaux et d'association en Amérique latine, Fisas Ayxela, Böge, débat mardi, vote mercredi;
- Titre de voyage provisoire de l'UE, Gal, vote mercredi;
- Mise en place du programme "Fiscalis" aux fins de la coopération dans le domaine fiscal, Giegold, débat mercredi;
- Rapport annuel sur le contrôle des activités financières de la BEI, en présence de Werner Hoyer, Président de la BEI, Pirinski, débat mercredi;
- Programme Douanes 2021-2027 + instrument pour les équipements de contrôle douanier, Grapini et Pospíšil, vote mardi;
- Lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, Comi, vote jeudi; et
- Education, recherche et souvenir relatifs au passé totalitaire, débat d'actualité mercredi.